

**MONTAGNES** L'amertume d'un ancien enfant placé face aux autorités.

# L'enfance volée de «Tarzan»

CLAIRE-LISE DROZ

«J'étais assis en haut de ces escaliers, à Boudry, avec ma sœur sur les genoux et on attendait que les gens rentrent...» C'est le premier souvenir de sa petite enfance, à André Weiersmüller, familièrement appelé «Tarzan». Ils avaient été laissés là par les parents. Des parents qu'il ne connaît pas. Et sa sœur, il ne l'a pas connue jusqu'à dernièrement. Ils ont été séparés depuis tout petits.

André Weiersmüller, on le connaît bien dans la région, aussi bien pour son caractère bien trempé que comme patron du Gîte du Château des Frêtes sur la commune des Brenets, et comme fervent promoteur du tourisme rural. Mais sur son enfance, on en sait moins. Il a été un de ces enfants «placés», chez des agriculteurs du canton, au-dessus de Neuchâtel, durant toute sa scolarité, depuis la fin des années 1950 jusqu'en 1969. Il n'en parle pas, en général. Mais l'autre jour, en écoutant de bon matin une émission à la radio romande, tout est remonté d'un seul coup. Cette émission évoquait l'exposition itinérante «Enfances volées» (notre édition du 29 mai). «Ce qui m'a fait bondir, c'est qu'au mois de mars pro-

chain, après trois ans de discussion, ils ont enfin réussi à avoir un conseiller fédéral qui accepte de s'excuser vis-à-vis de ces enfants.» Mais pour André Weiersmüller, c'est le canton de Neuchâtel qui devrait faire ces excuses. Et encore, des excuses, «à quoi ça sert? Moi, j'avais un tuteur, je l'ai vu une fois. Jamais ils ne sont venus vérifier. Les mineurs, on pouvait leur faire n'importe quoi et je vais aller plus loin: c'était une main-d'œuvre bon marché».

### «Jamais un bec»

Il en a gros sur le cœur, André. Non, il n'en veut pas spécialement à l'agriculteur qui l'avait hébergé. «Au départ, ce n'était pas des gens méchants», il n'a pas été un enfant battu. Quoique «des fessées, j'en ai reçu, merci bien. Mais jamais il n'y a eu un petit mot de tendresse. Jamais un bec. Ça aussi c'est de la maltraitance. Et quand on est un enfant, on tutoie! Là, c'était toujours "vous"». Et puis quand on prend des enfants, «on essaie de les aider. Mais là, c'était le domestique bon marché», les foins, le ramassage des patates ou des betteraves, ça passait toujours avant l'école.

### «On vous place»...

André en veut beaucoup à l'Office des mineurs du canton. «Vous êtes un enfant sans

parents, on vous met sous tutelle, on ne vous demande rien, on vous place. Vous pouvez avoir des frères, des sœurs, on vous sépare. On ne vous demande pas votre avis, je peux vous dire!»

A 14 ans, sortant de l'école obligatoire, André entame un apprentissage. Là encore, il doit se débrouiller tout seul, «pourtant j'aurais bien voulu qu'on m'aide». Et quand il termine son apprentissage, «ils m'ont mis dans la Maison des jeunes à Grandson, et je n'avais toujours pas un mot à dire. Mais le jour de mes 20 ans, j'étais dans ma chambre, à Yverdon».

### Dossier pas visible

Ce qui le rend tellement amer aussi, c'est qu'en 1998 «ou 1997, c'était avant l'an 2000», il est allé avec sa sœur, qu'il venait de retrouver, à l'Office des mineurs de Neuchâtel, pour pouvoir lire son dossier et savoir qui étaient ses parents. «On m'a dit que je ne pouvais pas obtenir le droit de regard. Pourquoi, je ne sais pas.» Depuis, il n'a plus essayé de les retrouver. Tout ce qu'il sait, c'est que son père est mort en Espagne. Il veut tourner la page. «Maintenant c'est fini.» Mais l'amertume est toujours là.

### Ceux qui n'osent pas

«Je vous en parle, mais je suis sûr qu'il y en a vingt derrière qui auraient des choses à dire, dans ce canton, mais qui n'osent pas parler.» Il sait bien que l'Office des mineurs actuel (nommé aujourd'hui Office de protection de l'adulte et de l'enfant) n'en est pas responsable. «Mais le canton doit prendre ses responsabilités, reconnaître ce qui s'est passé. Et aller contrôler ce qui se passe dans ce service car ça, ça ne doit plus arriver».



André Weiersmüller ne parle pas trop de son enfance, mais l'autre matin, en écoutant une émission sur l'expo «Enfances volées», tout est remonté d'un seul coup. CHRISTIAN GALLEY

«Je suis sûr qu'il y en a vingt derrière qui auraient des choses à dire.»

ANDRÉ WEIERSMÜLLER ANCIEN ENFANT PLACÉ

## «La réalité du placement n'a plus rien à voir...»

«Ce témoin a parfaitement le droit de consulter son dossier. Je veux bien le recevoir s'il le souhaite», commente Christian Fellrath, directeur du Service de la protection de l'adulte et de la jeunesse (SPAJ). Toute personne suivie par le service de protection de l'enfant a le droit de consulter son dossier, la loi le stipule (la loi sur la protection des données de 2008, et auparavant, la loi cantonale sur la protection de la personnalité en vigueur entre 1983 et 2008). Avant 1983 cependant, aucune disposition ne prévoyait la consultation des dossiers.

### Dossiers détruits

Mais il peut y avoir des restrictions, par exemple si le dossier contient des informations sur des tiers. Dans ce cas, c'est un assistant social qui lira le dossier, évidemment en présence de la personne concernée. Il se peut aussi que des dossiers n'existent plus: jusqu'à la fin des années 1970, ils étaient généralement détruits.

La notion de protection des enfants a considérablement évolué, celui-ci passant du statut de «petit adulte» à celui d'une personne digne de respect et de protection. La Suisse a ratifié en 1997 la Convention des droits de l'enfant (con-

clue aux Nations unies en 1989) mais avait largement anticipé en la matière. Le canton de Neuchâtel a été pionnier, en se dotant d'un service des mineurs en 1945: seul le canton de Saint-Gall l'avait précédé. Et depuis, les pratiques n'ont cessé d'évoluer. Christian Fellrath compare: l'ancien code pénal neuchâtelois en vigueur jusqu'à la fin du 19e siècle stipulait que «l'inceste n'était poursuivi que s'il y avait scandale sur la voie publique! Il y a 120 ans, c'est loin, mais en même temps, c'était hier...»

### 300 places en institution

Quant au nombre des enfants placés au 20e siècle dans le canton de Neuchâtel, il n'y a pas de données consolidées, pas plus qu'au niveau national. L'étude menée en 2005 par Kathrin Barbara Zatti sur commande de l'Office fédéral de la justice présente quelques ébauches de statistiques, estimant par exemple que quelque 15 000 enfants vivaient hors de leur foyer familial en 1990.

Neuchâtel compte environ 300 places en institution spécialisée, un nombre relativement stable depuis une trentaine d'années. Mais la durée des placements a beaucoup évolué. A noter qu'il n'y a plus de placement à long terme en famille

d'accueil. Quant aux fratries, on essaie de les garder unies le cas échéant. «La réalité du placement n'a plus rien à voir avec celle vécue par votre témoin», résume Christian Fellrath. «Mais à l'époque des années 1950 déjà, le dispositif de protection de l'enfant était placé sous la surveillance des autorités judiciaires. A savoir que l'éventuel tuteur ou curateur de votre témoin devait rendre compte de son travail, de son engagement et de l'évolution de son «protégé» au moins tous les deux ans au juge. Le tuteur, respectivement le curateur, n'était donc pas seul à détenir le pouvoir de décider et d'agir.»

### «Bien malin celui qui peut dire...»

Mais, comme le réclamait instamment «Tarzan», y a-t-il un contrôle des services? «Aujourd'hui et sur la base des valeurs qui sont actuellement défendues dans notre société, je peux affirmer que les contrôles sont efficaces et que, dans le domaine de la protection des enfants, l'Etat joue plutôt le rôle de garant des valeurs défendues notamment dans la Convention des droits de l'enfant, la Constitution suisse et la Constitution neuchâteloise. Bien malin néanmoins celui qui peut dire aujourd'hui comment la population de 2060 évaluera nos pratiques actuelles...»

## Pas d'expo par ici

L'exposition «Enfances volées» inaugurée en mars 2009 à Berne repose sur des témoignages oraux sélectionnés parmi des interviews réalisées dans le cadre de deux projets de recherche sur le placement d'enfants en Suisse romande et alémanique, ces enfants qui furent maltraités, parfois violents. Elle se trouve actuellement à Saint-Gall. Au niveau romand, elle est déjà passée à Lausanne et Fribourg, s'arrêtera peut-être à Genève (c'est en pourparlers) mais pas dans le canton de Neuchâtel, explique l'historienne Jacqueline Häusler, chef de projet de cette expo. Des contacts avaient été pris il y a quelques années avec le Musée d'art et d'histoire mais n'ont pas abouti. Or, une expo aussi sensible nécessite pour l'accueillir une institution avec du personnel. Cela dit, elle a déjà été visitée par plus de 85 000 personnes dont 650 classes d'école.

Les témoignages recueillis vont de 1920 à 1960. Mais ces enfances volées allaient jusque dans les années 1970, souligne André Weiersmüller. Pourquoi s'arrêter à 1960? «C'est un peu par hasard», suppose Jacqueline Häusler, «des gens qui se sont intéressés, qui ont entendu parler de ces projets de recherche. D'autre part, «je pense que là où les histoires ont été les plus dures, cela s'est arrêté dans les années 1960. Après quoi on a eu moins besoin d'enfants servant de main-d'œuvre...»

Parmi ces témoignages, il n'y en a pas du canton de Neuchâtel. Et des recherches pointues en matière d'enfance volée, il n'y en a pas – encore – non plus. Mais ce qui est sûr, c'est que toutes les régions ont été touchées. «Partout, il y a eu des enfants cassés.»

### INFO+

**Exposition «Enfances volées»:** elle se tient actuellement et jusqu'en mars 2013 au Musée historique du canton de Saint-Gall. Site internet: [www.enfances-volees.ch](http://www.enfances-volees.ch)